

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU SYNDICAL
SYNDICAT D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT DU SUD-EST DES ARDENNES

SEANCE DU 18 NOVEMBRE 2025

NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Bureau Syndical	11
En exercice	11
Qui ont pris part à la délibération	07

Date de la convocation
06 novembre 2025

Date d'affichage
06 novembre 2025

Objet de la Délibération

**ATTRIBUTION DU
MARCHÉ POUR
ETUDE DE
DEFINITION DES
AIRES
D'ALIMENTATION
DES CAPTAGES
DE CERTAINES
COMMUNES DE LA
REGIE**

VOTE :

POUR : 07
CONTRE : 00
ABSTENTIONS : 00

**DELIBERATION
N° 2025-09**

après dépôt en Sous-préfecture
Le 20 novembre 2025
et publication ou notification
Du 20 novembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq
et le 18 novembre
à 17 heures 00, Le Bureau Syndical du Syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni
au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence
de :

Monsieur Jean-Pol RICHELET

Nombre de Membres présents : 06

Madame/Monsieur : Roland CANIVENQ, Hubert RENOLLET, Francis CHAUMONT,
Jean-Michel THIRY, Thierry NOCTON.

Absents excusés : Maxime SOUDANT, Michel MEIS, Agnès MERCIER, Marie-France
KUBIAK, Joël CARRE.

Pouvoir donné par Michel MEIS à Roland CANIVENQ

**ATTRIBUTION DU MARCHÉ POUR ETUDE DE DEFINITION DES
AIRES D'ALIMENTATION DES CAPTAGES DE CERTAINES
COMMUNES DE LA REGIE**

Vu la délibération n° 2023-25 modifiant le règlement intérieur de la commande publique,
Vu la délibération n° 2020-19 donnant délégation au Bureau pour approuver les
dossiers de consultation et les procédures de consultation pour les opérations inscrites
au budget, dans le respect du règlement de la commande publique du Syndicat,

Considérant l'analyse des résultats de la consultation relative à ce marché lancée fin
2025, sur proposition du Président :

Le Bureau, après en avoir délibéré, attribue ledit marché à la société ICEA et autorise le
Président à signer toutes les pièces afférentes à ce marché.

Fait et délibéré, les jours, mois et an ci-dessus



Le Président,

Jean-Pol RICHELET

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal
administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le
représentant de l'Etat.*



Envoyé en préfecture le 20/11/2025

Reçu en préfecture le 20/11/2025

Publié le

ID : 008-240800912-20251118-B202509-DE